ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mars 2013

SÉCURISATION DE L'EMPLOI - (N° 847)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**N^{os} 786 à 795présenté par
Mme Fraysse

ARTICLE 3

Substituer à l'alinéa 7 les deux alinéas suivants :

« Le salarié peut de droit bénéficier d'un retour anticipé, sans préavis, pendant la période d'essai prévue contractuellement avec l'entreprise d'accueil. Il peut également bénéficier d'un retour anticipé en cas de rupture du contrat de travail, quelle qu'en soit la cause.

« Outre les cas mentionnés à l'alinéa précédent, l'avenant au contrat de travail peut prévoir les situations et les modalités d'un retour anticipé du salarié, dès lors que les dispositions prévues sont plus favorables aux salariés que les cas mentionnés à l'alinéa précédent. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les auteurs de cet amendement n'entendent pas s'opposer à ce que les avenants puissent venir compléter les dispositions légales que les auteurs proposent par ailleurs d'adopter, à condition que ces dispositions soient plus favorables aux salariés.

Ils considèrent par ailleurs que la loi doit prévoir un certain nombre de situations où le salarié peut réintégrer son entreprise.

Ces amendements identiques ont été déposés par 10 députés :

Adt n°	786	de	Mme	Jacqueline FRAYSSE
Adt n°	787	de	M.	Marc DOLEZ
Adt n°	788	de	M.	François ASENSI
Adt n°	789	de	M.	Alain BOCQUET
Adt n°	790	de	Mme	Marie-George BUFFET
Adt n°	791	de	M.	Jean-Jacques CANDELIER
Adt n°	792	de	M.	Patrice CARVALHO
Adt n°	793	de	M.	Gaby CHARROUX
Adt n°	794	de	M.	Nicolas SANSU
Adt n°	795	de	M.	André CHASSAIGNE